le livre parisien

BULLETIN DU SYNDICAT GÉNÉRAL DU LIVRE ET DE LA COMMUNICATION ÉCRITE

CGT FILPAC | http://www.sglce-cgt.fr | Mai 2009 - 1,50 €

Un 1er mai exceptionnel

N° 337

SOMMAIRE

2/ Brèves

3 Editorial

4/6 Imprimeries : Le Figaro et Le Monde

7/11 Assemblée générale annuelle du 7 avril 2009

12/13 Agence France Presse

14 G8 : communiqué de l'intersyndicale

15 Institut d'histoire sociale

16 Elections Européennes

SGLCE la cgt

Indice des prix à la consommation

Périodes	Indices avec tabac	Var. au cours du der. mois	Var. au cours des 12 der. mois
Mars 2009	119,06	+ 0,2	+ 0,3
Février 2009	118,84	+ 0,4	+ 0,9
Janvier 2009	118,39	– 0,4	+ 0,7
Décembre 2008	118,88	– 0,2	+ 1,0
Novembre 2008	119,17	– 0,5	+ 1,6
Octobre 2008	119,73	– 0,1	+ 2,7
Septembre 2008	119,80	– 0,1	+3,0
Août 2008	119,88	0,0	+ 3,2
Juillet 2008	119,92	– 0,2	+ 3,6
Juin 2008	120,17	+ 0,4	+ 3,6
Mai 2008	119,73	+ 0,5	+ 3,3
Avril 2008	119,10	+ 0,3	+ 3,0
Mars 2008	118,70	+ 0,8	+ 3,2

Source : Insee

Salaires

Salaire minimum

■ Smic au 1er juillet 2008 (salaire en dessous duquel aucun salarié ne doit être payé) : 8,71 € brut/heure ;

1 321,05 € sur la base légale de 151,67 heures.

Horaire collectif de 39 heures :
- Mensuel brut avec majoration de salaire de 25 % de 169 heures : 1509,57 €
- Jeunes salariés : 16 ans : 6,96 € ; 17 ans : 7,83 €.
- Après 6 mois de travail dans une profession ou à 18 ans : 8,71 €.

Plafond de la Sécurité Sociale

2 773 €/mois ;
33 276 €/an.

Chômage total Allocation de solidarité

Si vous avez travaillé au moins cinq ans :
- moins de 55 ans : 14,74 € maxi/jour pendant 6 mois (renouvelable)
- 55 ans et plus : 14,74 € maxi/jour pendant 12 mois (renouvelable) pour ceux dispensés de recherche d'emploi ; sans limitation de durée pour ceux atteignant les 55 ans au 546e jour d'indemnisation : 21,16 € maxi/jour pour ceux qui bénéficient de la majoration au 31 décembre 2003 ; majoration supprimée depuis le 1er janvier 2004.

Plafond des ressources mensuelles (y compris l'allocation de solidarité) :
personne seule : 1 031,80 € ;
couple : 1 621,40 €.

Allocation temporaire d'attente

10,38 € par jour.

Retraites complémentaires

Valeur du point :
Agirc : 0,4132 € ;
Arrco : 1,1848 € ;
Ircantec : 0,43751 €.

Patrick Hasni nous a quittés

Notre camarade Patrick HASNI est décédé le 7 avril dernier à 49 ans des suites d'une longue maladie.
Il était entré dans notre profession comme imprimeur dans le secteur Labeur, adhérant au Syndicat Général du Livre CGT dès janvier 1980 à l'âge de vingt ans.
Militant engagé au sein de la CGT depuis le début de sa vie professionnelle, il a été de toutes les luttes, se battant sincèrement contre toutes formes d'injustice.
Collecteur pour le Secours Populaire Français, il s'acquittait de sa tâche avec ténacité réussissant même à faire sortir les oursins de certaines poches !!!
Pour ces collègues de travail, il était avant tout un franc Camarade qui ne rechignait pas à la tâche et se faisait un point d'honneur à effectuer un travail de qualité. Bon vivant, il n'était jamais avare d'une bonne plaisanterie.
Nous garderons de lui le souvenir d'un homme généreux, altruiste, épris de justice et profondément humain.

MLP : Luttes des dépôts de presse de Dreux et Fontainebleau

Fontainebleau

Depuis juin 2008 les Messageries Lyonnaises de Presse (MLP) se sont engagées via leur filiale Forum diffusion presse dans une politique d'acquisition des dépôts de presse (niveau 2).
Si les MLP, voulant faire bonne figure, se présente comme le défenseur des dépositaires indépendants et les garants de meilleurs services pour le secteur au moindre coût contre les « méchants » NMPP, ses intentions –généreuses- ne semblent pas être applicables aux salariés des dépôts dont elles assurent le contrôle.
Les salariés de ces dépôts bien décidé à ne pas se laisser faire, ont sollicité le SCLCE CGT, pour éviter d'être une nouvelle fois les victimes de cet odieux chantage à l'emploi.
Cette démarche s'est faite d'autant plus facilement que dans le cadre des parrainages dans le secteur initiés par le syndicat, G.Galluchot, C.Elbaz avaient visité ces dépôts quelques mois auparavant.
Après 4 jours et 3 nuits de grève totale dans l'unité ils ont fini par obtenir:
o La continuité des contrats de travail, dans le cadre du transfert de l'activité du dépôt de Dreux vers Chartres (au lieu des licenciements secs initialement prévus) ;
o Une revalorisation mensuelle de 50 euros et une prime d'éloignement de 75 euros par mois pour les salariés mutés ;
o le versement de l'indemnité de licenciement majoré d'une indemnité complémentaire au titre du préjudice calculé sur la base de 4/5 de mois par année de présence, portant l'indemnité totale à 1 mois par année d'ancienneté pour les volontaires au départ ;
o Un dispositif d'accès à des plans de formation ;
o Le paiement total des jours de grève !
Cette victoire est à mettre à l'actif d'une mobilisation exemplaire des salariés. En effet même avec un premier accord de principe à Dreux, dès le deuxième jour, les salariés sont restés solidaires de leurs camarades de Montereau-Fontainebleau dans l'attente d'un règlement global. Sous la pression des camarades des autres dépôts qui dès le début de conflit avaient apporté leur soutien, un accord fut signé 4 jours plus tard après l'intervention de la direction des MLP.

Dreux

Pour l'anecdote, les camarades des MLP se sont appuyés sur cet accord pour obtenir son extension au centre national d'expédition (niveau 1) à Lyon.
Pour le syndicat, la création de deux nouvelles bases dans ce réseau de dépositaires gérés par les MLP, s'inscrit dans sa volonté d'organiser les salariés du secteur, et de participer à construction de nouvelles garanties collectives.

Cyril Elbaz

« Il n'y a pas de progrès sans luttes »

Mumia Abu Jamal, depuis 28 ans dans le couloir de la mort.

Après les deux rendez-vous unitaires de mobilisations et de grèves pour faire avancer les revendications inscrites dans la plate-forme syndicale du 5 janvier, après un 1er mai dont le caractère historique – par le nombre des manifestations et la participation fournie aux cortèges des huit organisations syndicales rassemblées – n'aura pas échapper ni au Medef, ni au gouvernement, nombreux sont les militants et les salariés qui s'interrogent concernant les suites à donner à un mouvement social, largement soutenu par la population. Vers quel adversaire faut-il faire converger les attentes qu'expriment les mobilisations de ces cinq premiers mois de l'année ?

Gouvernement ou patronat, qui faut-il maintenant confronter directement et mettre sous la pression des revendications légitimes qu'expriment les salariés ? Face à l'avalanche de réformes du gouvernement, toutes à contre-courant des attentes sociales, et à l'agressivité des organisations patronales qui veulent abattre toutes traces du modèle social français issu de décennies de luttes, la réponse de l'humouriste - « les deux mon général ! » - retrouve une nouvelle jeunesse. En effet, même dans un contexte historique marqué par une crise planétaire du modèle capitaliste, majorité et patronat ne rêvent que d'aller plus loin dans la révolution libérale. Plus du même remède aboutit, aujourd'hui, à un rejet du traitement par celles et ceux qui en font les frais depuis maintenant trois décennies.

***Patronat et gouvernement** sont, bien évidemment, tous deux responsables des politiques néolibérales de déréglementation menées tous azimuts toutes ces années durant. Au regard des politiques de l'emploi dont ils portent, l'un comme l'autre, les responsabilités tant dans le secteur public que privé, mais aussi des chiffres du chômage qui a explosé depuis un an (+ 20%), force est de constater que le premier comme le second s'entendent comme larrons en foire pour engager les licenciements et/ou ne pas remplacer les départs en retraite.*

S'agissant des salaires, du Smic ou des minima sociaux, là non plus leur alliance ne se dément pas !

Notre 1er mai s'est déroulé dans ce contexte où patronat et gouvernement refusent toutes formes de revendications de justice sociale avancées par le front syndical rassemblé. Salaires en berne pour les salariés, bouclier fiscal maintenu pour les nantis et le Smic qui ne bénéficiera pas de coup de pousse, dixit l'Élysée, n'enchantent que les groupies de la patronne des patrons et les amis du Président.

***La colère monte, la colère gronde,** les têtes se relèvent pour dénoncer l'incurie d'un système qui atteint ses limites, gaspillant plus de ressources qu'il ne crée de richesses. La machine économique crache, pétarade, explose sous la pression de la finance pendant que les patrons du CAC 40 engrangent les profits et que le G20 des « maîtres du monde » s'attaque aux paradis fiscaux avec des crayons de couleurs. L'histoire n'est pas nouvelle simplement, aujourd'hui, les marionnettistes ont perdu le contrôle de leur chimère. « L'économie de marché où la concurrence est libre et non faussée », ça ne marche pas !*

Ce numéro du Livre parisien vous propose de prendre connaissance de quelques exemples des exigences de justice sociale que portent les salariés face à la crise et à ses conséquences dramatiques pour notre quotidien et notre avenir. Ils sont de plus en plus nombreux; ces résistants dans les entreprises de nos branches professionnelles, à faire le choix du rassemblement et de la lutte pour défendre et préserver leurs acquis, leurs droits, leur salaire, leurs emplois, leur pouvoir d'achat et leur protection sociale. Ils sont dans les ateliers des dépositaires du réseau de distribution de la presse. Ils sont en presse parisienne à l'Agence France Presse comme dans les imprimeries du Monde et du Figaro. Et ils ne sont pas seuls car, face aux attaques des directions et du SPQN, bien d'autres actions se construisent en riposte pour défendre ici une prime, là des reclassements ou encore des jours de congés. Dans les pages qui suivent, vous allez prendre connaissance des raisons de leurs mobilisations et du contenu de leurs propositions.

Contexte de luttes donc et de débats au sein du syndicat puisque, le 7 avril dernier, s'est tenue notre assemblée générale à laquelle ont participé près de 200 adhérents. Vous trouverez dans le dossier central de ce numéro l'intégralité du rapport ainsi que des extraits des interventions et la résolution adressée aux salariés des entreprises de l'information, de la communication et des industries graphiques.

***En mai fait ce qu'il te plaît !** Cela sonne comme une invitation à poursuivre les manifestations et à amplifier encore la mobilisation et la syndicalisation des salariés pour contraindre le patronat à de véritables négociations à tous les niveaux.*

*Enfin, **le 7 juin prochain, l'élection du Parlement européen** sera également une bonne occasion de nous faire entendre à l'échelle de l'Union européenne. Il y a dans ce scrutin, pour les travailleurs et les citoyens que nous sommes, après le référendum de mai 2005, un véritable enjeu pour le modèle de société que nous voulons pour les européens. Pour l'Europe sociale, mais aussi pour remettre la finance et l'économie au service de l'humain et contrecarrer la concurrence libre et non faussée du traité de Lisbonne, ce scrutin va vraiment compter. Aussi, la CGT, dans sa déclaration du 28 avril, invite les électeurs à faire d'une pierre deux coups en votant pour des candidats soutenant leurs revendications. Pour le Livre parisien, sur ce sujet comme sur l'ensemble de nos activités syndicales, chacun, informé des enjeux, reste libre de son choix, et c'est très bien comme cela !*

*Allez, à bientôt, dans **les manifestations des 26 mai et 13 juin** prochains, lancées le 4 mai à l'initiative des huit organisations syndicales.*

Guillaume Thomas Flores

Le Figaro met les voiles et L

Laurent Bouyrie

La fabrication des journaux se réduirait- elle à sa plus simple impression ? Certains mauvais caractères pensent même s'en passer. La typographie de ces lieux magiques qui font la une au quotidien est l'objet d'une recomposition où les bas de casse de l'emploi et des statuts sont privilégiés. Les rotatives, bien que bruyantes, n'ont pas le dernier mot et n'empêchent pas les soutiers du papier de se faire entendre.
Faits d'hiver et de printemps au Figaro et au Monde...

Figaro-ci, Figaro-là, l'imprimerie devrait prendre ces quartiers à Tremblay-en-France cet été. Fermeture d'un côté, ouverture de l'autre, on tourne une page. La direction voudrait bien écrire la sienne en favorisant les blancs. Et pourquoi les salariés n'auraient-ils pas droit au chapitre ? Laurent Bouyrie, secrétaire du GIA de Roissy-Print nous livre quelques réflexions sur son entreprise et sur l'impression en général.

Les journaux sortent des imprimeries grâce à l'intervention de salariés dont les métiers sont différents des uns et des autres. Quels sont-ils ?

On pourrait diviser l'intervention des salariés dans l'imprimerie d'aujourd'hui en quatre secteurs :

- La pré-impression avec la gestion des flux (arrivée des fichiers depuis l'éditeur), le contrôle de la qualité et la fabrication des plaques. Cette tâche est effectuée par des techniciens de préparation issus des photograveurs ou des rotativistes.
- L'impression, effectuée par des rotativistes, dans la nouvelle imprimerie du Figaro, elle s'effectuera avec un procédé water-less (sans eau).
-La finition, la distribution et le routage assurés par des ouvriers du départ.
- La maintenance préventive et curative des matériels, ainsi que l'entretien et la gestion du magasin sont effectués par des techniciens de maintenance ou des auxiliaires.

Il faut ajouter à cette liste, l'encadrement, et les services administratifs.

Quels sont les effectifs actuels de l'imprimerie du Figaro ?

Il y a actuellement à Roissy-Print, environ 187 salariés.

L'impression du Figaro devrait se réaliser cet été sur le site de Tremblay. Quelles sont les conséquences de ce déménagement ?

Parler des conséquences est prématuré dans la mesure où les discussions ont commencé depuis peu. Ainsi, le 6 avril dernier, les représentants du SGLCE ont été reçus par M. Francis Morel directeur du Figaro et président du SPQN. Lors de cette réunion, des engagements ont été pris pour des discussions sérieuses et constructives.

Sur quels thèmes devront porter ces discussions ?

Examiner les besoins précis dans chaque secteur ou catégorie et avancer ainsi concrètement sur les organisations du travail et les mesures sociales à mettre en œuvre.

La direction a déjà fait connaître ses prétentions ?

Oui, bien sûr : un chiffre global de 102 emplois maintenus. Mais nous voulons mettre de côté cet objectif dans le cadre de ces discussions.

Comment perçois-tu les premiers contacts avec la direction ?

Des réunions par secteur ou catégorie se sont tenues et le résultat est plutôt inégal en fonction des secteurs. Si nous notons quelques timides avancées d'un côté, nous notons également des provocations intolérables de l'autre.

Ce qui ne peut améliorer le contexte social déjà tendu dans l'entreprise ?

En effet, cette attitude envers les salariés de Roissy-Print et leurs représentants, qui n'ont pas ménagé leurs efforts ces dernières années suite aux restructurations successives, est inacceptable. C'est malheureusement pour ces raisons que le 9 avril dernier, les salariés du SGLCE avec leurs représentants ont décidé de façon très large d'un arrêt de travail ayant entraîné la non parution du titre.

Comme ailleurs, la direction veut aller plus loin…

Oui, cela ne suffit pas à la direction franco-italienne qui, s'appuyant sur le SPQN, veut remettre en cause les accords d'entreprise, concernant les primes, les jours de récupération, les congés, les vacations…

C'est le nouveau contrat social du patronat …

En effet, la réunion du 23 avril entre les organisations syndicales et les représentants du SPQN a confirmé cette volonté. Par la voix de M. Guérin, sous couvert de crise (c'est à la mode), l'organisation patronale a demandé la suppression de 10 jours de congés pour les salariés.

La réaction ne s'est pas fait attendre ?

Le SGLCE a quitté la salle après avoir réaffirmé, entre autres, que les coûts de fabrication avaient déjà considérablement baissés ces dernières années. À ce titre, un rapport récent communiqué à l'occasion des États généraux de la presse reconnaît que ces coûts ne sont pas plus importants en France que dans les autres pays européens. Aussi, pour le syndicat, il n'est pas question de discuter d'une remise en cause des conventions collectives et de leurs avenants.

D'autant plus que les salariés ont déjà payé la note…

Dans une entreprise comme Roissy-Print, l'imprimerie du Figaro, les salariés ont déjà payé un lourd tribut : presque 60 % de réduction d'effectifs depuis 2004 ! Cette crise n'est pas la nôtre, c'est bien la leur, celle de leur système, et nous ne voulons pas payer pour eux !

Tu évoquais les Etats généraux de la presse. Ceux-ci n'ont-ils pas préconisé une baisse des coûts de fabrication de 30à 40 % ?

Comme d'habitude et comme pour la distribution, l'accent est mis sur les coûts dont les salariés seraient, bien sûr, responsables ! Mais rien sur les efforts nécessaires en matière de relance de la Presse écrite. C'est pourtant bien là qu'est le nœud du problème. La modernisation de toutes les imprimeries est indispensable pour proposer aux lecteurs des produits variés et de qualité permettant de se battre contre la concurrence d'Internet et des médias aseptisés. Ces modernisations doivent être accompagnées de véritables formations qualifiantes pour les personnels des imprimeries, et d'une offre éditoriale de qualité.

La nouvelle imprimerie de Tremblay-en-France :

8000 m² sur 7 hectares

2 nouvelles rotatives pour format berlinois

70000 exemplaires à l'heure

Investissement : 70 M d'euros

e Monde veut jeter l'encre...

Face aux prétentions patronales, l'unité syndicale est toujours souhaitée. Qu'en est-il au Figaro ?

La création de nouveaux syndicats a malheureusement exacerbé les divergences régionales. Les difficultés de notre fédération à rassembler, à fédérer et là, c'est un euphémisme, n'ont pas permis de créer un rapport de forces suffisant face à l'ampleur des coups qui nous sont portés. À Roissy-Print, nous n'avons pas ménagé nos efforts pour rester unis. Les dernières élections se sont tenues sous la bannière unique de la CGT et les réunions de travail ou assemblées générales communes sont quasi-quotidiennes. Dans la période très compliquée que nous traversons, les camarades ne pardonneraient pas à la délégation syndicale de s'occuper des querelles de chapelle plutôt que de leur avenir. Ils nous l'ont fait savoir et gageons que nous continuerons à respecter le mandat qu'ils nous ont donné.

Visite de chantier par les salariés de Roissy-print

La vie syndicale à Roissy-Print doit être mouvementée en ce moment ?

Une assemblée des salariés se tient toutes les semaines afin de faire un compte-rendu précis des négociations en cours dans les différents dossiers et de décider des initiatives nécessaires.

Propos recueillis par Michel Pavard

C'est dans l'air du temps

Jean-Marc Sylvestre, le très néolibéral chroniqueur économique de TF1 déclarait récemment : « La crise offre une opportunité rare : celle d'engager les réformes dans un contexte où l'on n'a pas le droit de les refuser. » C'est précisément ce que pensent les patrons de presse !

Non, ils ne rêvent pas d'un autre Monde, d'un Monde sans imprimerie !

Martial Le Bihan, représentant syndical au CE, et Didier Lourdez, délégué syndical SGLCE ne donnent pas seulement leurs impressions...

Comment ne pas évoquer le Groupe « Le Monde » quand nous parlons de son imprimerie à Ivry- sur-Seine ?

En effet, nous ne pouvons faire abstraction de ce qui se passe en amont de l'imprimerie. Sans remonter trop loin dans l'histoire du journal, nous pouvons dire que l'ambition du Monde était de former un puissant groupe de presse.

Un groupe qui devait reposer sur quelles bases ?

Sur quatre secteurs : la presse quotidienne nationale avec Le Monde, la presse quotidienne régionale avec un « Pôle Sud » *(Midi Libre, Nice-matin, Var-matin, Corse-matin …)*, la presse magazine *(Courrier International, Télérama, Cahiers du cinéma, VM magazine…)* et, enfin, le site Internet, Le Mondefr. Le tout devant rapporter 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires.

Ces perspectives de groupe ont été depuis abandonnées ?

Oui, dans la mesure où Jean-Marie Colombani n'a pas été reconduit en mai 2007 au poste de Président du directoire du groupe Le Monde. Pierre Jeantet, son successeur provisoire, procéda aux premières ventes des journaux du Midi. Ensuite ce sera le tour des *Cahiers du Cinéma, Danser*, les éditions Fleurus, la librairie la Procure, etc.

Qu'en est-il pour l'imprimerie du Monde ?

La direction du groupe considère que celui-ci n'a plus la vocation à être imprimeur. La position du Conseil de surveillance du 21 février dernier est le « désengagement à terme de l'imprimerie ».
Un recentrage sur « le cœur du métier » que le patronat nous serine à tout bout de champ pour justifier la fin d'une activité ?

Une stratégie d'élagage que le Monde a déjà mise en œuvre avec Presse Informatique, une société traitant les fichiers d'abonnés pour tous types de presse. Après avoir acheté cette dernière en 2002, Le Monde l'a revendue 3 ans plus tard au motif que son activité n'était plus le cœur du métier !

Elle a continué à lui fournir ses travaux sous

En assemblée devant le siège du Monde. De g. à d. Martial Le Bihan et Didier Lourdez

contrat pour 5 ans. L'échéance arrivant à terme en 2009, elle envisage de ne pas renouveler son contrat, conséquence qui serait dramatique pour les salariés. C'est cela même que nous combattons.

La direction du groupe ne s'était-elle pas engagée à pérenniser et à moderniser l'imprimerie ?

C'était prévu dans l'accord-cadre de l'entreprise du 30 juin 2004 ! Notamment, le remplacement des rotatives 1 et 3 et la modernisation des outils de la salle d'expédition.

Rappelons que les négociations d'alors avaient été très difficiles pour tous les secteurs. La direction voulait obtenir rapidement un plan social pour être dans la configuration d'un plan social régional, ce dernier étant signé le 30 novembre 2004.

L'imprimerie est donc aujourd'hui en attente d'une vraie modernisation ?

C'est la suite logique, d'autant plus que les effectifs ont baissé de 30%. La modernisation du site d'Ivry nous l'exigeons et nous avons des arguments !

Quels sont-ils ?

Techniques : l'infrastructure de l'imprimerie en elle-même est cohérente. Il faut renouveler l'outil industriel, des rotatives plus rapides pour accueillir d'autres travaux. Des essais sont concluants sur un procédé de séchage en recto verso des encres sous UV permettant d'effectuer des travaux de qualité à grande vitesse. À ce titre, *20 minutes*, le mensuel *« M »* et d'autres peuvent êtres imprimés dans des conditions optimales. De même, il faut prévoir de faire de l'encartage qui est toujours une plus-value pour le produit imprimé. D'autres apports techniques sont possibles, mais n'allons pas ennuyer le lecteur du Livre Parisien !

Le lecteur en question sera intéressé par les arguments économiques…

Et nous donc ! Selon la Direction, la modernisation du site actuel coûterait entre 20 et 40 M€.

Manifestation Boulevard Blanqui le 18 février 2009

Dans le même temps, la perte nette du groupe Le Monde s'élèverait à 43,7 millions…

Nous n'ignorons pas les problèmes de trésorerie du groupe, pas plus que les baisses de pagination, de recettes publicitaires et des ventes. Mais, il serait dangereux pour ce premier quotidien national politique relativement indépendant qu'il ne conserve pas également son indépendance industrielle, pour des raisons de développement d'offres éditoriales et de souplesse d'horaires de production. S'il le faut, nous ne serons pas opposés à l'ouverture du capital de l'imprimerie à des actionnaires extérieurs dans la mesure où le Groupe Le Monde reste majoritaire.

Cette imprimerie présente vraiment des avantages. Son emplacement près de Paris est idéal pour la distribution dans la capitale ne serait-ce que pour le temps de transport. C'est un élément important quand il s'agit d'un quotidien, d'autant que la réduction des émissions de CO_2 va de pair !

L'atelier pré-presse a été doté d'un nouveau système pouvant recueillir tous les fichiers des éditeurs.

Mais au niveau de la charge de travail ?

Aujourd'hui, elle est déjà conséquente ; Elle représente près de 1,2 million d'exemplaires par jour. Trois autres quotidiens sont imprimés à Ivry : Direct matin Plus, The Guardian et les Échos. À cela, rajoutons le JDD plus son édition supplémentaire du samedi matin. Pour autant, ces nouvelles charges n'ont pas engendré des effectifs supplémentaires !

Le maintien de l'imprimerie est justifié, mais la partie qui se joue semble difficile, non ?

La majorité des salariés d'Ivry - ouvriers, cadres, employés - est favorable à la revendication de notre syndicat, le SGLCE : le Groupe Le Monde doit moderniser son imprimerie et en rester l'actionnaire majoritaire. Mais nous devons faire face à des difficultés d'ordres politique et syndical.

Quels sont ces obstacles ?

Non seulement, la volonté de la direction du Monde de se désengager de l'imprimerie ne faiblit pas, mais tout semble être fait pour que les discussions traînent en longueur afin de nous mettre devant le fait accompli. Le temps joue contre nous. En effet, une imprimerie Riccobono (POP) est ouverte depuis juillet dernier à La Courneuve et celle du groupe Le Figaro doit ouvrir à Tremblay- en- France cet été.

Vous évoquiez également des difficultés syndicales…

Hélas, comme dans d'autres entreprises de presse, la division de la CGT dans notre entreprise fait le jeu de la direction. Ainsi, une partie minoritaire en nombre mais qui détient sa majorité au CE, par le bénéfice de l'âge du secrétaire, accepte le principe d'un opérateur extérieur et le désengagement de l'éditeur. Elle préfère discuter de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) que de forcer la direction à respecter les accords de 2004. La direction a refusé d'une part notre argumentaire sur la GPEC, prétextant qu'on lui avait remis trop tard, et d'intégrer la charge de travail du routage et d'autre part que nous soyons assistés par un cabinet d'expertise indépendant, plus rigoureux concernant les méthodes de travail et de réorganisation.

En dépit d'une situation complexe, l'optimisme est-il toujours présent ?

L'inquiétude est dans les esprits, mais les salariés ne baissent pas les bras et sont toujours mobilisés pour s'opposer à ce projet néfaste pour leur avenir et Le Monde. Entre propositions et initiatives d'actions, ils occupent le terrain revendicatif pour défendre leur statut de salarié du Monde Imprimerie !

Propos recueillis par Michel Pavard

Il y a 20 ans !

Le 28 avril 1989, le Monde était vendu avec un supplément « la revanche de Gutenberg », consacré au développement de la presse écrite et à la nouvelle imprimerie du Monde à Ivry.
Dans le quotidien du même jour, André Fontaine écrivait dans son article « Le pari de l'écrit » : « l'image la plus frappante du redressement du Monde, c'est l'imprimerie qu'il a mise en chantier au début de 1987 et qui est à présent en cours d'achèvement. La qualité du Monde de la Révolution frantaise, tiré sur ses presses, donne une idée de ses exceptionnelles possibilités… »

Il est cinq heures, Paris s'éveille
Les journaux sont imprimés
Les ouvriers sont déprimés…

Ce n'est pas le cas des salariés de l'imprimerie Le Monde qui témoignent d'un dynamisme syndical et font preuve d'imagination.
13 janvier 2009 : Assemblée générale à laquelle plus de 100 salariés débattront avec la participation du bureau syndical du SGLCE et de l'Union locale CGT d'Ivry-sur-Seine, l'Union départementale s'étant excusée.
18 février 2009 : Assemblée générale dans le hall du siège du groupe avec la présence de toute la profession. Une délégation est revue avec la promesse d'une réunion au plus haut niveau.
19 février 2009 : Marc Norguez, secrétaire général du SGLCE adresse un courrier à Eric Fottorino, Président du Directoire en vue d'une réunion et d'explications sur les choix et perspectives pour l'imprimerie.
5 mars 2009 : présence en nombre et bruyante devant le siège lors de la tenue du comité de groupe Le Monde. Une déclaration du syndicat avant la réunion.
6 avril 2009 : une délégation de l'imprimerie remet à la direction générale la pétition signée par 174 salariés sur les 270 en poste : « Nous exigeons de conserver notre statut de salariés du Monde Imprimerie, ainsi que la modernisation de l'entreprise »
Et le printemps n'est pas fini, d'autres initiatives germent dans les têtes…
It's no good pour la direction !

7 avril 2009 Assemblée générale du SGLCE

Intervention de Marc Norguez

LES 29 janvier et 19 mars derniers, le monde du travail a relevé la tête et fait entendre puissamment sa voix. Deux, puis trois millions de salariés, de retraités, de chômeurs, de jeunes ont rempli les rues des villes de France pour exprimer leur rejet de la politique sociale de Nicolas SARKOZY, de son gouvernement et de sa majorité. Ces millions de manifestants ont démontré leur exaspération devant les suppressions d'emplois par centaines de milliers (3000 par jour), la mise en coupe réglée des services publics, la précarité devenant la règle, le pouvoir d'achat qui se réduit comme une peau de chagrin, le démantèlement des systèmes de protection sociale, l'abandon de l'école publique et de la recherche...

Ces milliers de femmes, d'hommes, français ou immigrés, ont raison.

À l'image des peuples de Guadeloupe, Martinique et Réunion qui se sont battus récemment avec une rare détermination, de très nombreux conflits en métropole se mènent actuellement contre les plans de restructuration dans l'industrie, le commerce, les services. La résignation tend à disparaître. Pour des millions de gens, l'espoir passe par la résistance et l'action.

Les effets de la politique qu'ils combattent ne sont pas inéluctables, ils sont les conséquences directes et immédiates du capitalisme en crise. Les grandes difficultés, les souffrances que vivent les salariés sont le produit d'une politique qui vise à favoriser toujours plus le patronat et, pour aller vite, ceux qui se trouvent du côté du capital. Madame PARISOT, présidente du MEDEF et le Président de la République avancent ensemble vers le même objectif : construire un capitalisme toujours plus musclé, « body buildé » pourrait-on dire, toujours plus dégraissé des avantages sociaux, des règles collectives, du code du travail ; un capitalisme qui ne s'encombre pas de ces inutiles que sont pour lui les infirmières, les enseignants, les postiers ou les cheminots.

C'est cela le modèle libéral dont leurs innombrables propagandistes à la télévision, à la radio et dans les journaux nous rebattent les oreilles. Il s'agit en fait pour tous ces gens qui occupent tous les postes – ou presque – des moyens de communication de masse, de nous convaincre que ce qui est très bon pour eux et très mauvais pour nous serait bon pour tout le monde.

Le 29 janvier, le 19 mars, nous le leur avons dit et bientôt, le 1er mai, nous le leur répéterons avec une nouvelle force : « nous ne sommes pas dupes, nous ne sommes pas d'accord et nous exigeons une autre politique sociale et économique ! ».

Les moyens financiers existent pour cette autre politique sociale. Les milliards que les gouvernements, en Europe et en France, dégagent pour renflouer les banques existent bel et bien. Un jour, les caisses sont vides pour satisfaire les demandes sociales et six mois plus tard, elles débordent pour aider les amis banquiers de SARKOZY et FILLON.

Il faut que le monde du travail continue de pousser fort. Notre prochain rendez-vous est le vendredi 1er mai, à l'appel pour la première fois, [j'insiste sur ce point], des huit centrales syndicales françaises. Il faut le réussir, à l'image de ce que nous avons réalisé lors des deux précédentes journées d'action. Nous n'aurons pas à nous poser la question d'un arrêt de travail pour la presse quotidienne nationale et toutes les autres entreprises, il nous faudra juste être nombreux et ensemble dans la manifestation. Le 1er mai n'est pas un jour de vacances pour les syndicalistes, c'est le jour de la dignité, de la solidarité et de la lutte dans tous les pays.

Encore un mot sur les 29 janvier et 19 mars pour souligner l'ampleur de notre engagement : la présence de nombreux travailleurs du labeur, avec des arrêts de travail, la grève unitaire des salariés de la presse quotidienne avec les journalistes, l'importance de notre cortège, tout particulièrement le 19 mars.

Mais pour nous, comme pour l'ensemble de la CGT, ces deux journées nationales interprofessionnelles et intersyndicales ne furent pas des oasis à l'issue d'un long désert syndical. L'année dernière, 2008, a été riche en actions, luttes, résistances. Le récapitulatif des faits et gestes de notre syndicat publié dans le dernier numéro de notre bulletin, le Livre parisien, est d'ailleurs très incomplet. Si l'on y retrouve les conflits aux NMPP contre les mesures néfastes du plan Défi 2010 et à STP contre le licenciement du délégué syndical, Abdel BELMEHDI... Il manque beaucoup d'éléments de notre activité.

Le groupe qui était chargé de ce travail a omis le dur conflit à l'Imprimerie nationale de Choisy-le-Roi, le travail syndical quasi quotidien et les succès à Exacompta. Si nous avons relaté la bataille à Presse Informatique, nous avons ignoré la lutte des travailleurs sans-papiers que nous avons pourtant bien animée. Soixante-treize d'entre eux ont aujourd'hui des papiers en règle et travaillent principalement sur les sites de Pontault-Combault et de Taverny.

Cette bataille a donc connu un vrai succès dû au courage et à l'engagement de ces travailleurs, mais aussi à la capacité de notre syndicat à s'inscrire aux côtés de structures interprofessionnelles de la CGT dans des luttes inédites. Pour un syndicat que nos adversaires patronaux et les beaux esprits des médias dépeignent comme corporatiste, soucieux de défendre les intérêts d'une caste de privilégiés, quel démenti ! Et quel silence de leur part ! Un carreau qui tombe et trois journaux qui volent, ça les excite ! Des hommes qui luttent debout, cela les rend muets !

Ils ont été tout aussi aphones durant les 44 jours de grève de la faim de Florence COUSIN !

Dans ce contexte général de crise, nos professions connaissent une situation particulièrement difficile. La crise de la presse quotidienne s'approfondit, aggravée par la crise économique du système. La réduction d'activités liée à la baisse

du pouvoir d'achat des familles et à la rétractation du marché publicitaire amène le patronat à réduire ses prix, en tentent de peser sur la variable d'ajustement que constitue, pour lui, la masse salariale. C'est la fameuse obsession patronale de la réduction des coûts de production !

Dans la quasi-totalité des entreprises, les conditions de travail se dégradent, les salaires stagnent ou reculent, les emplois diminuent. En dehors de la presse, il n'est pas exagéré de dire que notre branche se paupérise. Notre syndicat doit encore plus être le syndicat du pouvoir d'achat.

Avec la NAO, nous avons un outil légal pour intervenir dans les entreprises. Avec l'accord national du labeur du 23 janvier 2009 développé dans la dernière livraison du Livre parisien et le formulaire à télécharger, nous pouvons construire dans chaque entreprise des revendications en matière salariale et pousser à des actions pour des hausses immédiates.

Nous devons être également le syndicat de la dignité pour tous les salariés_ français et immigrés, femmes et hommes __ le syndicat de la lutte pour le respect de tous les droits, notamment les droits syndicaux. Les PME du labeur et du routage qui travaillent pour la communication écrite, avec leurs salariés sous-payés et méprisés, sont la raison d'être de notre syndicat régional. C'est bien pour toutes celles-là, pour tous ceux-là que nous sommes le Syndicat général du Livre.

Si nous décidions de nous limiter aux entreprises de presse, officiellement ou en pratique, nous hypothèquerions l'avenir de ce syndicat !

Heureusement, ce n'est pas ce choix que nous avons retenu. Mais il nous faut faire plus encore, notamment en matière de syndicalisation. L'adhésion à la CGT n'est pas réservée à une élite. Tous les salariés de nos entreprises peuvent y prétendre. En étant plus nombreux, on est plus efficace, plus écouté. On se fait respecter, on fait augmenter les salaires, on défend les élus CGT que les patrons ont licenciés. Nous devons poser plus et partout l'urgence et la nécessité de l'adhésion à la CGT. Rien ne justifie dans la situation actuelle, bien au contraire, un recul des forces organisées de la CGT. Avec un peu d'efforts, nous obtenons des résultats : fin mars, nous sommes plus nombreux que l'an dernier à la même époque. Allons-y, plus forts, gagnons la bataille de la syndicalisation !

En presse, l'actualité est marquée par la modernisation des imprimeries et la renégociation d'un nouveau contrat social, prélude un nouveau plan de départs anticipés. La difficulté majeure que nous rencontrons est la baisse de la charge de travail. Contrairement à leurs engagements de 2004, les éditeurs et les imprimeurs n'ont pas véritablement pris d'initiatives pour remplir les imprimeries de presse.

La seule opportunité fut, un temps, le quotidien allemand Bild. Ce ne sont pas les ouvriers du Livre qui ont fait avorter ce projet, ce sont les patrons et principalement ceux de la presse quotidienne régionale. Bild aurait été plus qu'une

bouffée d'oxygène pour les imprimeries de la presse quotidienne en France et pour les NMPP. Quel échec, révélateur de leur vision étroite.

Non seulement les patrons de presse ne veulent pas de concurrent, mais ils ne prennent pas d'initiatives pour développer leur quotidien. Et ils ne supportent pas que nous le leur disions, nous l'avons vérifié récemment au siège du SPQN.

Pour vendre plus de journaux à Paris, ils ferment les yeux sur l'existence de 4 quotidiens gratuits, dont un, 20 Minutes, nous amuse __ le mot est gentil __ depuis sept ans en nous assurant qu'il veut se faire imprimer dans les mêmes conditions que ses concurrents. Mais passons pour l'instant sur le dossier des gratuits...

Les titres de la presse quotidienne nationale s'ingénient à développer des produits complémentaires soit hors presse (livres, disques, DVD...) ou magazines réalisés hors de nos entreprises. Pour gagner des lecteurs à un quotidien, il faut proposer un bon quotidien, pas un quotidien moyen avec un bon film et un bout d'encyclopédie. Nos patrons de presse croient-ils en l'avenir de la presse quotidienne ? Quand nous les voyons à l'œuvre, nous pouvons légitimement nous poser la question...

C'est un fait, la presse quotidienne est battue de vitesse par d'autres médias. Mais elle conserve l'avantage dans l'amplitude des sujets traités et par ses capacités d'analyse. Il y a dans un journal bien plus d'infos que dans un journal télévisé, même celui des chaînes spécialisées dans l'information.

À la télévision et sur Internet, on montre les événements ; souvent, on les exhibe. Dans un journal, on tente de les comprendre. C'est pour cela que les quotidiens imprimés sur du papier ont encore de l'avenir. Mais cela suppose une bataille, une bataille sur trois niveaux : politique, rédactionnel et industriel.

Notre syndicat fait de son mieux pour tenir sa place dans cette triple bataille comme lors des États généraux de la presse mais surtout tous les jours dans les entreprises. Avec la modernisation de l'imprimerie du Figaro, l'avenir de celle du Monde, face à l'affaiblissement de plusieurs titres emblématiques du paysage de la presse, nous la menons concrètement.

Nous avons, non pas la banane comme l'autre..., mais la conviction qu'il y a un avenir pour nous tous, nos emplois, nos entreprises, notre syndicat.

Dans notre syndicat justement, tout n'est pas parfait mais lorsqu'il y a des choses à se dire pour avancer, pour améliorer, nous pouvons nous les dire en toute sérénité. C'est pour cela, parce que la démocratie syndicale produit la confiance entre les militantes et les militants, que l'on a le droit d'être optimiste.

Il faut maintenant aborder la question de l'unité syndicale dans le Livre parisien. En réalité, vous le savez bien, cette unité est absente. C'est bien pour cela qu'il nous faut analyser les facteurs de division. Les éléments de désaccord existent depuis longtemps avec l'existence de structures catégorielles et de syndicats spécifiques.

Mais depuis trois-quatre ans, la division syndicale s'est accrue indiscutablement avec l'apparition d'Info.com CGT et la création du SIP CGT. Nous pouvons, nous devons, aujourd'hui tirer le bilan de la création de ces structures syndicales.

Info.com CGT est une marque créée par la Chambre syndicale typographique parisienne pour survivre à la disparition des ouvriers typographes des sièges éditoriaux.

En 2005, on s'en souvient, la grande majorité des ouvriers du Livre au sein des rédactions a changé de statut pour adopter celui de journaliste. Ces ouvriers auraient pu se rapprocher, rejoindre le syndicat CGT qui syndique les journalistes, le SNJ-CGT. C'est ce que nous avons fait au SGLCE en proposant immédiatement et d'une façon provisoire une double appartenance pour les anciens photograveurs devenus journalistes eux aussi.

La Chambre typo n'a pas vu les choses ainsi. Nos camarades ont décidé qu'il fallait créer un syndicat pour tous les salariés des rédactions, une sorte de syndicat unique et que c'était à eux de le piloter. Cette façon de procéder avait très peu de chances de réussir. S'il y a une chose dont nous pouvons être certains, c'est que l'on ne peut avancer et construire du solide que par la conviction.

En générant de toutes pièces un syndicat supplémentaire, ils ont créé la division dans la CGT et désorienté les salariés. Il aurait été plus juste, je le maintiens, de se rapprocher du SNJ-CGT, de l'intégrer progressivement pour le renforcer et le faire évoluer en créant des liens plus forts avec les syndicats du Livre parisien et notre fédération, la Filpac-CGT.

À l'opposé de cette démarche, c'est la contradiction et la concurrence qui ont été choisies : le résultat est pitoyable. Les quelques militants d'Info.com, qui sont loin d'être des mauvais cégétistes, se sont coupés puis mis à dos les autres militants de la CGT. Dans les sièges éditoriaux, il n'est plus possible comme au Monde ou à l'Equipe, de faire des listes communes de la CGT.

À Libération, quelle démonstration a produite Info.com ! Par deux fois, les 13 et 21 février, ses cadres syndicaux ont signé un licenciement individuel sans l'avis, l'accord et la participation de la salariée concernée. Et que sont venus faire le CILP et la Filpac dans cette galère le 21 février !

Alors, non, mes chers camarades, le verdict est qu'il n'y a pas besoin d'Info.com CGT en presse parisienne. Il existe déjà trop de syndicats aujourd'hui. La priorité, c'est le fonctionnement en section syndicale à l'entreprise et en cette période troublée, la mise en second plan des sigles syndicaux, à l'exception de trois lettres : le C, le G et le T. La Filpac, plutôt que d'encenser un clone de la CSTP inapproprié au réel, au présent et à l'avenir, devrait considérer les expériences et les pratiques syndicales de tous avec le même intérêt.

Le SIP CGT n'a pas le même rôle qu'Info.com parce que les imprimeurs-rotativistes n'ont pas disparu et qu'ils ne disparaitront pas dans les prochaines années. Mais leur nombre, comme celui des autres salariés des imprimeries, va se réduire. Leur métier va évoluer et leur qualification va augmenter. Pourtant, plutôt que d'affronter la modernisation et la baisse de la charge de travail avec les autres salariés, c'est-à-dire avec nous, ils ont décidé de se replier sur eux-mêmes et d'essayer de s'en sortir au mieux, seuls.

Cela a été et reste une erreur. Nous le voyons bien dans les entreprises. Là où l'on pouvait

avancer ensemble, l'existence de deux syndicats CGT nous freine. C'est le cas à Roissy Print. Là où les désaccords sont les plus forts et où la situation est tendue, au Monde Ivry, la division accentue et cristallise les oppositions.

Il faudra le reconnaître et le plus tôt sera le mieux, la création du SIP CGT fut une mauvaise idée. Elle n'apporte rien de plus aux travailleurs, ni aux rotos, ni aux autres. Au contraire, elle crée des difficultés nouvelles, elle officialise les désaccords. Nous refusons encore et toujours la division syndicale.

C'est pourquoi nous tendons la main à nos camarades imprimeurs-rotativistes. Nous leur dirons : faisons, vous et nous, des pas pour nous rapprocher pour créer un nouveau syndicat du Livre et de la Communication, un syndicat régional s'appuyant sur des sections d'entreprise, un syndicat démocratique, de luttes et de propositions.

Nous avons pris récemment l'initiative d'écrire à nos camarades. Ils nous ont répondu en soulevant un certain nombre de points qui ne peuvent être des préalables car aisément réglables.

La situation à l'imprimerie du Monde a stoppé cette tentative. Nous ne regrettons pas, à Ivry, d'avoir tout tenté pour faire échec à la volonté de la direction de mettre en œuvre ses objectifs contre la très grande majorité des salariés. Nos camarades rotos doivent le comprendre, nous leur avons fait des propositions pour éviter une nouvelle procédure. Ils n'ont pas répondu. La construction de l'unité oblige à bouger de ses positions initiales, sinon on ne se rapproche jamais.

Le SGLCE bougera, saura faire s'il le faut un pas de côté, mais surtout un pas ou même plusieurs vers les autres. Mais il ne pourra accepter la remise en cause ni de ses militants et de leur activité, ni de ses objectifs fondamentaux définis lors de ses congrès.

Nous allons donc continuer de proposer une démarche rassemblée, comme nous l'avons réalisée le 26 mars ou nous avons manifesté ensemble devant le SPQN.

J'ai évoqué à différentes reprises notre fédération, la Filpac CGT. Elle est actuellement fortement pilotée par des dirigeants d'Info.com (je serais même tenté de dire que c'est à la Filpac qu'Info.com CGT a le plus d'influence...). Nous avons eu, nous avons encore des divergences importantes et publiques avec cette direction fédérale. Cette publicité n'était pas de notre fait. Nous avons le sentiment d'avoir été mal traités dans la maison fédérale. C'était nouveau pour nous et il a fallu nous y faire.

C'est la raison pour laquelle nous allons continuer d'informer lorsque cela sera nécessaire les autres syndicats de notre fédération de nos analyses et propositions.

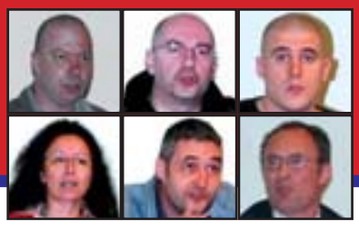
En Île-de-France, nous inviterons, avec les membres de la direction fédérale, les syndicats qui le souhaitent à travailler sur des dossiers pratiques : nouvelles lois, dispositifs légaux ou conventionnels offrant à l'activité syndicale de nouvelles opportunités. Nous aurons la même démarche sur tous les sujets qui pourraient donner lieu à des actions solidaires.

Mais le SGLCE ne sera jamais une fédération bis, ni ne proposera à quiconque la création d'une association nationale de pseudo-métiers ni un rassemblement d'aigris que nous ne sommes pas.

Le SGLCE est transparent dans son fonctionnement et son activité, ne poursuit aucun objectif caché. Pour prendre un sujet précis, des cadres aujourd'hui demandent à rejoindre notre organisation. Ils ne sont pas les premiers, quelques dizaines ont déjà franchi le pas. Mais de nouveaux, pour des raisons différentes, souhaitent vivre leur spécificité professionnelle au sein du SGLCE. Nous allons les accueillir. Ces prochains jours, un collectif cadres sera mis en place au SGLCE et travaillera avec l'Union fédérale.

La Filpac doit se renforcer car nous avons tous besoin d'une fédération plus forte. La disparition de la Filpac CGT ou ses déchirements du fait de quelques acharnés seraient un drame pour les salariés. La présence du secrétaire général de la Filpac à notre assemblée montre que rien d'irrémédiable ne s'est produit et que construire un nouvel élan est possible. À nous de le vouloir !

Chers Camarades, la commission exécutive pense qu'elle a rempli le mandat que lui avaient confié les XIVe et XVe Congrès. Elle vous propose que le SGLCE continue de tenir sa place dans les luttes, dans les débats et pour l'unité au sein de la fédération et de la CGT.



Une assemblée générale, tournée vers l'action à l'unisson du mouvement social revendicatif !

Mardi 7 avril, ce sont près de deux cents adhérents du SGLCE, représentant leur section syndicale d'entreprise, qui se sont retrouvés dans la grande salle de la Maison du Livre pour confronter leurs analyses, partager leurs préoccupations et revendications. Venus des agences de presse, des sièges éditoriaux, des imprimeries, du routage et du marketing direct mais aussi des entreprises participant à la distribution de la presse, les militants sont intervenus dans le débat à partir d'interventions préparées ou de façon spontanée.

À la suite du rapport d'introduction présenté par Marc Norguez, les interventions ont porté tant sur la vie syndicale et les revendications des sections d'entreprises, que sur la défense de l'emploi et sur les conditions et les moyens nécessaires à l'élargissement des luttes revendicatives. La question du fédéralisme, de l'état et du devenir des relations entre le SGLCE et sa fédération, la FILPAC, ont aussi fait partie du contenu de nombreuses interventions. Présent à notre assemblée statutaire, le secrétaire général de la FILPAC a pris part au débat et, face aux sollicitations, a prolongé ses échanges avec les adhérents du syndicat bien après le vote de la résolution.

L'assemblée générale a donc été un vrai moment de débat ouvert tourné vers l'action revendicative. Seule ombre au tableau faute de temps : toutes celles et tous ceux qui avaient prévu d'intervenir n'ont pu le faire. En effet, l'actualité sociale en presse quotidienne nationale, tant dans les entreprises de la distribution que dans les imprimeries et dans les sièges éditoriaux, a occupé une part importante du temps consacré aux interventions et au débat. Toutefois, cette situation marque la volonté et la dynamique participative de nos adhérents dans un contexte de crise économique historique dans lequel le patronat de nos branches met tout en œuvre pour en faire payer le coût aux salariés.

Placée sous la double présidence de Fatima Brahmi (déléguée syndicale Cgt à Libération) et Martial Le Bihan (représentant syndical Cgt du Monde Imprimerie), la teneur des interventions à l'assemblée générale annuelle a fait ressortir la volonté et l'indispensable nécessité de rassembler les salariés des entreprises des secteurs de l'information, de la communication et des industries graphiques sur les bases de revendications concrètes et d'orientations de luttes en faveur de la justice sociale. Le Livre parisien vous invite à prendre connaissance de la synthèse de quelques-unes des interventions de notre assemblée générale 2009.

À la suite du rapport présenté par Marc Norguez (voir pages précédentes), les interventions se sont succédé au pupitre prévu à cet effet.

Didier Lourdez, délégué syndical CGT du Monde Imprimerie, a fait état tout à la fois de la situation industrielle et syndicale de son entreprise et a mis en avant le besoin d'une modernisation afin d'en assurer l'avenir. Sur cette dernière question, il rapporte à l'assemblée la bataille pour la charge de travail et l'emploi engagée par les adhérents de la section syndicale du SGLCE face à une volonté affirmée de la direction du groupe Le Monde de se désengager de son imprimerie. Tout cela dans un contexte de division syndicale avec le syndicat des rotativistes, auquel la fédération a donné pouvoir pour la représenter. Il critique, sur le fond comme sur la forme, cette initiative contre-productive de la direction fédérale qui n'a pas, par cette décision prise sans concertation, apaisé les choses mais mis de l'huile sur le feu. Il rappelle la revendication portée par les salariés de l'imprimerie du Monde : une modernisation avec Le Monde SEM comme actionnaire majoritaire. Pour illustrer la mobilisation des salariés, il fait état des différentes actions engagées et du succès de la pétition signée par 178 salariés de l'entreprise (employés, cadres et ouvriers), unis pour la défense de l'imprimerie, sa modernisation et son maintien au sein du groupe le monde.

Jean-Yves Lesage est intervenu sur l'insuffisance et le manque d'efficacité des formes d'actions retenues par les confédérations syndicales dans la conduite du mouvement social faisant face aux conséquences de la crise pour les salariés. Il a lancé un appel à préciser et porter davantage nos revendications contre le patronat et le gouvernement sans attendre les initiatives de manifestations des confédérations.

Julien Léri retranscrit dans son intervention l'avis de tempête dans la presse quotidienne nationale annoncé par le SPQN. Devant ce constat, en lien avec le mouvement social qui se développe dans les entreprises du pays, il propose dans son intervention à l'assemblée que le syndicat s'engage résolument dans une forte mobilisation contre les orientations patronales.

Fatima Brahmi a lu à l'assemblée un message de Florence Cousin qui se remet des suites de ses 43 jours de grève de la faim contre son licenciement du quotidien Libération. Remerciant le SGLCE et ses responsables de leurs actions en faveur d'une réparation à l'injustice infligée par son ex-employeur, Florence Cousin revient dans sa lettre sur les enjeux et les conditions de sa lutte ainsi que sur le traitement que lui ont imposé son ex syndicat CGT et la fédération. L'assemblée a salué debout par des applaudissements le message de Florence Cousin.

Laurent Mardelay de la section syndicale CGT du Figaro revient, à fin d'explications, sur les conditions qui ont amené à la double appartenance syndicale au SGLCE et au SNJ-CGT de 70 adhérents du syndicat passés à des qualifications relevant de la convention collective et du statut professionnel de journalistes. Il relate dans son intervention la grande disparité de situations professionnelles et salariales chez les journalistes et l'accroissement de la grande précarité chez ces salariés. Mettant en avant le travail syndical réalisé avec le SNJ-CGT et son utilité, il illustre les situations rencontrées par le cas de cette représentante du SNJ-CGT, ex-élue CGT au sein du groupe Bayard, qui comme Florence Cousin s'est vu licenciée à l'expiration de sa protection d'ex-représentante du personnel. Il précise que cette militante CGT a été rejetée de la section CGT de l'entreprise après qu'elle ait fait part de sa volonté de rester adhérente du SNJ-CGT.

Laurent Jourdas, de la section des Messageries, résume la mobilisation de solidarité qu'ont mis en œuvre les camarades des NMPP autour de la lutte de Florence Cousin. Dans la seconde partie de son intervention il est revenu sur les 10 mois de lutte contre le projet de la direction des NMPP "Defi 2010". Au regard du résultat obtenu, il pointe à regret les blocages qui sont intervenus dans la mobilisation des forces CGT pour la défense du système de distribution.

Bernadette Citot, représentant l'Union départementale CGT de Paris impliquée dans la chaîne de solidarité ayant accompagné Florence Cousin dans sa lutte, rapproche cette lutte à des situations vécues par nombre de salariés qui sont, eux aussi, méprisés et abusivement licenciés. Dans la perspective du 1er mai, elle rapporte à l'assemblée le nombre croissant de luttes menées par les salariés des entreprises parisiennes. Concluant son intervention par un appel à la mobilisation, elle condamne le climat de répression des luttes qui existe aujourd'hui dans le pays.

Michel Muller précise en préambule de son intervention qu'il est venu en tant que secrétaire général de la FILPAC afin d'écouter, de comprendre et de répondre aux reproches et aux questions qui sont adressés à la fédération par les adhérents du SGLCE. Dans la première partie de son intervention en lien avec l'actualité sociale dans le pays, il a fait part à l'assemblée de la nécessité pour la CGT de participer à la construction d'un mouvement social unitaire. Dans ce cadre, il appelle l'assemblée générale à réussir - dans le prolongement de ce qui a été réussi les 29 janvier et 19 mars derniers - une mobilisation encore plus forte vendredi 1er mai. D'ici là, il y a encore bien des actions à entreprendre pour faire face aux profondes remises en cause qu'engage le patronat dans les différentes branches professionnelles de la communication. C'est avec ce même état d'esprit combatif qu'il informe l'assemblée des différentes initiatives de manifestations que préparait la FILPAC pour l'industrie papetière et la presse quotidienne régionale. S'agissant de la situation économique et sociale dans les industries graphiques dans le contexte de crise, il a rappelé l'importance de ce secteur en France et plus spécifiquement en Île-de-france où ce sont 100 000 salariés qui travaillent dans ce seul secteur. Mettant en rapport ces éléments avec la place qu'occupe le SGLCE dans cette région, il a souligné le rôle indispensable de notre syndicat régional auprès des salariés, qualifiant dans son intervention le SGLCE de "syndicat, pierre angulaire de la FILPAC". Dans son intervention d'une quarantaine de minutes il a insisté sur le lourd tribut de licenciements payé par les salariés des entreprises de l'information et de la communication. Dans le contexte de confrontations sociales grandissant que connaît le pays, confirmé par les succès des mobilisations dans les entreprises, les manifestations et les journées d'actions, Michel Muller prenant l'exemple de l'évolution des forces organisées du SGLCE a rappelé à l'assemblée l'insuffisance du nombre de nos adhérents et la nécessité d'agir sur le terrain de la syndicalisation. Dans cette perspective, il a fait état de la publication prochaine des propositions de la fédération en matière de sécurité sociale professionnelle.

Concernant l'état des relations entre la fédération et le SGLCE qui se sont pas au beau fixe ; comme en témoignent les différends de ces dernières années sur les dossiers de la distribution, les états généraux de la presse, les créations de nouveaux syndicats à Paris, mais aussi sur la question de la double appartenance et, dernièrement, la gestion du conflit ayant opposé Florence Cousin à la direction générale de Libération. Tous ces sujets reposent la question des orientations du projet fédéral. Pour débattre de ces points et rappelant sa détermination à rassembler et son opposition à toutes exclusions, il a fait la proposition d'organiser, en volonté d'apaisement, une réunion entre les directions respectives du SGLCE et de la FILPAC. Concluant son intervention sur l'unité et le rassemblement qu'il appelle de ses vœux, le Secrétaire général de la fédération a annoncé que son départ était programmé jugeant, fataliste, que : "si l'on sait ce que l'on perd, on ne sait pas ce qu'on gagne !".

Michel Doare, de la section des Messageries, a fait état du ressenti douloureux et de l'écoeurement des salariés des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne par rapport aux positions retenues par la fédération dans les différentes confrontations qui les ont opposés depuis 2002 aux projets de restructurations des directions successives des NMPP.

Thierry Fronty relate la situation des photograveurs, techniciens de préparation au Monde Imprimerie qui; sous la pression de la direction de l'entreprise ne respectant pas les termes d'un accord avec le syndicat et face au climat d'agressivité qu'elle cultive; ont dû collectivement faire jouer leur droit de retrait.

Sophie Lacaze a lu à l'assemblée un petit conte humoristique et "tragique" de sa composition portant sur la situation de la presse et les agissements de ses patrons au service du pouvoir en place dans notre beau pays de "Sarkozye".

La résolution

À la suite de ces interventions, ici brièvement résumées, l'assemblée a débattu de la résolution - présentée par Jean-François Ropert - que le syndicat adresse aux salariés des entreprises des secteurs de l'information, de la communication et des industries graphiques dans la perspective de la manifestation du 1er mai, les appelant à renforcer encore leur mobilisation et leur organisation à l'entreprise. La résolution leur présente les axes revendicatifs du SGLCE. Après la prise en compte de propositions d'ajout et de modifications présentées par les participants de l'assemblée, cette dernière l'a votée à l'unanimité moins une abstention, l'ensemble des présents participants au vote.

Rapport administratif

Concluant notre assemblée annuelle par un rapport sur l'état des finances du syndicat, Éric Martin, secrétaire administratif du SGLCE, a rappelé que compte tenu de la situation du nombre de nos adhérents l'heure était aux économies dans le budget du syndicat et au développement de la syndicalisation dans notre activité.

le livre parisien

Résolution de l'assemblée

L'assemblée générale statutaire du SGLCE s'est réunie le 7 avril 2009 à la Maison du Livre. Elle a porté une appréciation sur la situation générale et formulé ses principales revendications.

La crise nationale et mondiale est celle du système capitaliste dont la source est d'un côté, la suraccumulation du capital et des liquidités, et de l'autre, la réduction des salaires, des dépenses sociales et du travail vivant. Cette situation ralentit la demande effective, bloque l'investissement productif et régente les profits des entreprises à des fins spéculatives.

C'est le cercle vicieux des fermetures d'entreprises, le développement du chômage, la chute de la production et de la productivité du travail et dans le même temps le patronat exerce une pression supplémentaire sur les conditions de vie et de travail, par la remise en cause des accords conventionnels, le recours aux heures supplémentaires ou à la flexibilité.

Aujourd'hui, le gouvernement et le patronat prônent une certaine régulation de ce système. Aucune raison, pour eux, de revenir sur leurs dogmes libéraux, l'exigence de la rentabilité, la financiarisation des groupes industriels… C'est au peuple, sous couvert d'unité nationale, d'amortir l'effondrement économique, de se serrer la ceinture pour sortir de la récession, d'alimenter les bonus et parachutes dorés des véritables responsables de cette débâcle économique et politique.

En France, les luttes au niveau des entreprises comme du territoire se multiplient contre les restructurations et leur cortège de licenciements, contre la baisse du pouvoir d'achat et pour l'emploi, les salaires et une protection sociale de haut niveau pour tous.

Les journées unitaires de manifestation et d'action du 29 janvier et du 19 mars sont des points d'appui qu'il faut amplifier, notamment lors du 1er mai, pour résister et exiger pour toutes et tous une vie sociale et professionnelle permettant de vivre dignement au XXIe siècle.

L'assemblée générale du SGLCE réaffirme ses orientations définies lors de son XIVe Congrès en matière de revendications. Elle pose l'emploi à statut au centre de ses ambitions revendicatives qui visent à la mise en commun des mécanismes de garanties d'emploi pour un statut du travail salarié par :

✓ la construction d'une sécurité sociale professionnelle qui garantit au salarié le maintien de l'ensemble des éléments du contrat de travail jusqu'à l'obtention d'un nouvel emploi ;

✓ la responsabilité sociale, au niveau régionale et/ou nationale des entreprises de la branche pour reclasser les salariés à temps complet et précaires ;

✓ l'obligation de faire pour les donneurs d'ordre et non celle, unique, de payer pour favoriser les départs volontaires ;

✓ le développement de la charge de travail, notamment par de nouvelles offres éditoriales, conjugué à des actions continues en lien avec l'éducation nationale, afin d'accroître le lectorat ;

✓ une politique d'investissements pour répondre aux besoins d'un nouvel essor de l'information et des industries graphiques, numérique et papier ;

✓ un financement pour une formation continue permettant à chaque salarié d'anticiper les évolutions technologiques et de favoriser son reclassement ;

✓ la reconnaissance de la pénibilité ;

✓ une couverture sociale santé et des cotisations retraite ininterrompues, quels que soient les aléas professionnels.

✓ Une politique salariale pour une meilleure rémunération des qualifications et du travail et prenant en compte le pouvoir d'achat.

Le SGLCE considère que l'ensemble productif d'une région et/ou d'une nation est assimilable à une entreprise éclatée. Les syndicats d'entreprise, régionaux ou fédérations, ont la nécessité d'unir ces salariés et d'y développer la syndicalisation.

C'est pourquoi il propose à sa fédération, la Filpac, et au SNJ-CGT, entre autres, de construire des propositions communes pour une implication territoriale des collectifs de

travail pour une gestion socialisée du travail et de l'emploi.

La garantie et la stabilité de l'emploi pour chacune et chacun est une conquête sociale pour l'ensemble.

A.F.P. en résistance

Lors du Comité d'entreprise du 31 Mars 2009, le PDG de l'AFP Pierre LOUETTE, a informé le Comité d'entreprise qu'il avait remis un projet de modification des statuts de l'agence aux ministres du budget (M. WOERTH), de l'économie (Mme LAGARDE) et de la culture (Mme ALBANEL).

L'intégralité du document de 30 pages n'a pas été communiquée aux représentants du personnel, sous le fallacieux prétexte de confidentialité.

En matière d'opacité, difficile de faire mieux que Monsieur LOUETTE, pourtant à la tête d'une des trois agences mondiales d'information, la seule non anglo-saxonne, à côté de la britannique Reuters et de l'américaine Associated Press.

Ainsi coincés dans leur rectitude, le gouvernement et les patrons, qui sont pourtant administrateurs de l'AFP, empruntent obstinément la voie ultra libérale dont chacun peut constater, de manière plus aigüe encore depuis l'été 2007, la désagrégation inexorable et les effets dévastateurs.

Pourtant, dès le mois de novembre 2008, le personnel de l'AFP et les syndicats ont réagi avec vigueur au rapport de Danièle GIAZZI, Secrétaire nationale de l'UMP, qui préconisait un changement de statut, avec ouverture du capital et privatisation.

L'intersyndicale CGT-CFDT-FO-SUD-SNJ dénonçait unanimement « le dogmatisme idéologique de ce rapport prônant la privatisation »

Une pétition « SOS-AFP », mise en ligne le 28 novembre 2008 recueillait 15 000 signatures.

Cette pétition réaffirmait l'attachement des salariés de l'A.F.P. au pluralisme, au droit à l'information complète et objective, à l'indépendance structurelle de l'Agence, à conserver sa capacité de remplir sa mission d'intérêt général.

Elle exprimait le refus d'une transformation de l'AFP en agence gouvernementale ou de livrer celle-ci en totalité ou en partie à des entreprises privées et l'opposition à toute modification qui démantèlerait son statut inscrit dans la loi de 1957.

Cette loi, datée du 10 janvier 1957, pierre angulaire de l'Agence France Presse, précise notamment à l'article 2 :

« L'Agence France Presse ne peut en aucune circonstance tenir compte d'influences ou de considérations de nature à compromettre l'exactitude ou l'objectivité de l'information ; elle ne doit, en aucune circonstance, passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique ».

AGENCE FRANCE PRESSE

- ✓ 2 900 collaborateurs de 80 nationalités différentes, présents dans 165 pays sur cinq continents, s'exprimant en 6 langues.
- ✓ 5000 dépêches et 2000 photos par jour
- ✓ 500 vidéos d'actualité par mois
- ✓ 8 millions de photos archivées - copie de l'AFP garantie par le respect des règles professionnelles de l'Agence

Le budget est financé par :

- ✓ les recettes commerciales : clients de télévisions, de radios, journaux d'information et d'entreprises français et étrangers qui, avec 150 millions d'euros, avoisinent 60 % des revenus
- ✓ les conventions passées avec l'Etat (abonnements des administrations, ambassades, ministères) apportent 110 millions d'euros, soit 40 % du budget.

Ces principes ne sont pas sarko-compatibles.

L'omni président a le regard rivé sur l'échéance électorale de 2012.

« Il » s'arroge le droit de nommer les dirigeants de France Télévision et Radio France, car le contrôle de l'information est déterminant pour tenter d'éviter toute explosion sociale d'envergure.

Pour lui les journalistes s'ils ne cèdent pas aux caprices élyséens, il les qualifie de **« bandits »**. **« Et encore, les bandits, eux, ont une morale », a dit le chef de l'Etat selon des propos rapportés par le Canard Enchainé.**

De plus, comme il l'a claironné au cours d'un déjeuner avec des parlementaires le mardi 14 avril « l'important, dans la démocratie, c'est d'être réélu… et Berlusconi, il a été réélu trois fois » (The Guardian du 15 avril 2009).

Au-delà de ce que révèlent ces propos, à l'instar de son homologue transalpin, N. Sarkozy vise le contrôle absolu des médias via ses « amis » afin de contribuer activement à la survie de son pouvoir en tant que système personnel et clanique.

Le vendredi 12 decembre 2008, Pierre LOUETTE était réélu pour trois ans à la tête de l'Agence.

Enarque, compagnon de promotion de Jean François Copé et de Renaud Dutreil (1989, promotion Liberté, Egalité, Fraternité), conseiller en communication du Premier Ministre Edouard Balladur entre 1993 et 1995, il croise alors fréquemment Nicolas Sarkozy, quand l'actuel président était ministre du budget.

Le jour de sa réélection, le PDG reçoit du gouvernement sa nouvelle lettre de mission : modifier le statut historique de l'Agence.

Ayant assimilé le message de l'Elysée, il annonce aux représentants du personnel le 31 mars, son intention de transformer l'AFP en société nationale de droit commun et capitaux publics coiffée d'une « fondation » suivant une idée de N. Sarkozy, laquelle serait autorisée à lever des fonds.

Pierre LOUETTE tente de justifier ces mesures par un besoin de fonds afin de « développer » l'AFP que l'Etat et la presse –pourtant administrateurs de l'agence- refusent sous prétexte de la crise et en suivant une logique néo libérale de retrait des pouvoirs publics des missions de service public.

A bien y regarder, la société nationale (qui n'est autre qu'une forme de société anonyme) à capitaux publics est très aisément transformable en entreprise privée comme l'ont amplement démontré les exemples de la Seita, de GDF et peut-être demain de la Poste.

Une décision de nature purement idéologique.

Le statut actuel met l'agence à l'abri d'une éventuelle liquidation judiciaire, car comme le précisent les statuts de 1957, l'Agence France Presse ne peut être dissoute que par une loi.

A cet égard, le fait que le projet de modification des statuts, concocté par Pierre LOUETTE, ait été récemment remis à Bernard ACCOYER (UMP), président de l'Assemblée Nationale, est particulièrement inquiétant. Cette manœuvre montre, alors que les salariés et leurs syndicats n'ont pas eu connaissance du projet, une volonté d'aller vite pour faire adopter de force un nouveau statut de l'AFP et abattre enfin celui de 1957.

Sur le plan économique, rien ne justifie une modification des statuts qui n'ont jamais entravé le développement de l'entreprise. Bien au contraire.

Les créations successives et pleinement couronnées de succès des départements photos, infographie, vidéo et le lancement d'un système 4XML de numérisation globale qui va permettre de livrer aux clients des dépêches incluant des sons et vidéos, constituent autant de preuves patentes.

Et que penser de l'énigmatique « fondation » qui viendrait coiffer l'hypothétique société anonyme et serait, elle, autorisée à lever des fonds ?

A votre avis, qui, parmi les riches philanthropes, amis de l'omni président sacrifierait ses retours sur investissements pour « sauver le rôle du service public » de l'agence et continuer à « alimenter la nation des meilleures informations possibles ? ».

BOUYGUES, LAGARDERE, BOLLORE, ROTSHILD, DASSAULT, ARNAULT?

En attendant, vous verrez que ce sont ces gens là, et leurs émissaires, qui traiteront ceux qui s'opposeront à la privatisation de « dogmatiques archaïques, attachés à leurs privilèges ! ».

La décision de modifier les statuts de l'AFP est donc de nature purement idéologique. Elle s'inscrit dans la remise en cause du programme du Conseil National de la Résistance (CNR) adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944 qui a précédé que quelques mois l'irruption, le 20 aout 1944 des journalistes résistants dans l'agence qui devint l'AFP.

Les manœuvres préliminaires s'organisent déjà : la direction parle de dissocier abonnements aux services et financement de la mission d'intérêt général, ce qui porterait atteinte à la francophonie, au rayonnement de la France auquel contribue l'implantation de l'AFP dans 150 pays. On évoque un recours à des départs volontaires sans en préciser les conditions.

En tout cas, la CGT ne se laissera pas embobiner.

Nous connaissons beaucoup trop la novlangue du patronat et du gouvernement pour qui le mot « modernisation » signifie démantèlement et ceux de « modification » ou « réforme » sont synonymes de régression.

L'inter CGT (SGLCE, SNJ-CGT, UFICT) s'oppose sans ambiguïté à toute modification statutaire ou structurelle de l'AFP en faisant sienne la déclaration confédérale du 09 avril 2009. Il existe d'autres solutions que la CGT a souvent développées. Elle est prête à en débattre autour d'une table ronde (direction, syndicats, pouvoirs publics, presse, parlementaires).

TOUS ENSEMBLE, il faut sauver l'Agence France presse.

Yann VOLANT
et Patrick KAMENKA

L'AFP doit garder son indépendance

Déclaration de la Cgt

Crise économique et politique rendent gouvernement et patrons fébriles. Le contrôle de l'information est déterminant pour éviter toute explosion sociale d'envergure. Les concentrations des médias s'accélèrent donc au profit des grands groupes industriels liés à l'Etat ; le président de la République s'arroge le droit de nommer les dirigeants de France Télévision et de Radio France.

Dans ce contexte, l'avenir de l'AFP, fournisseur de l'information à tous les médias, est en jeu. Son statut en fait en effet l'un des derniers medias indépendants des pouvoirs d'argent ; l'agence est gravement menacée par un projet de réforme de son statut à la demande du gouvernement.

Sous prétexte de la crise, de manque de possibilités financières, le président de l'agence prévoit de mettre un terme au statut de 1957, dit statut de la Liberté, pour faire entrer des actionnaires et préparer la privatisation de la seule agence mondiale d'information mondiale non anglo-saxonne.

La décision de modifier le statut de l'AFP est purement politique. Le président de la République, à l'issue des Etats Généraux de la Presse, a su trouver 600 millions d'euros pour venir en aide au patronat de la presse et des dizaines de milliards ont été prêtés pour sauver le système bancaire ou l'industrie automobile. Comment comprendre qu'il ne serait pas possible de dégager des ressources pour développer l'AFP.

Pour la CGT, cette attaque contre le statut de l'agence est à mettre sur le même plan que les menaces sur le statut de la Poste, les missions de la Recherche, de la Santé, de l'enseignement, etc.

La CGT estime que l'entrée d'actionnaires à l'AFP est contraire au maintien d'une agence indépendante qui délivre une information de qualité reconnue par tous. L'AFP ne doit pas passer sous contrôle de puissances d'argent.

La présence d'une AFP forte, voulue par les législateurs de 1957, est une garantie du pluralisme des sources, de l'assurance d'une information sure et vérifiée nécessaire aux professionnels et à l'opinion publique.

Il s'agit ici d'un droit constitutionnel que la CGT contribuera à défendre.

Montreuil, le 9 avril 2009

Journée de mobilisations décentralisées le 26 mai et grande journée de manifestations le 13 juin

Communiqué des huit organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa

Le 1er Mai 2009 a été une journée historique tant en raison de l'unité des huit organisations syndicales, qu'en raison de l'ampleur de la mobilisation au travers de plus de 280 rassemblements dans toute la France.

Troisième mobilisation à l'appel des huit organisations syndicales en quatre mois, ce 1er mai témoigne d'un enracinement de la mobilisation et de la détermination des salariés, demandeurs d'emploi et retraités à exprimer leurs revendications et à obtenir des réponses. Le gouvernement et le patronat auraient tort de les traiter par le déni et le mépris, alors que la crise, le chômage, les licenciements, les suppressions d'emploi et les politiques de fragilisation des services publics les percutent de plein fouet.

C'est pourquoi les organisations syndicales appellent solennellement le gouvernement et le patronat à prendre en compte l'ampleur de ces rassemblements qui expriment inquiétude, désarroi et profond sentiment d'injustice. Sur la base de leur déclaration commune du 5 janvier, elles préciseront, dans les prochains jours, des propositions sur lesquelles elles attendent des réponses rapides du gouvernement et du patronat.

La Bastille, 29 janvier 2009

Les huit organisations syndicales appellent les salariés à faire du 26 mai 2009 une journée de mobilisations décentralisées dans des modalités diverses en fonction des réalités locales et visant à la participation du plus grand nombre.

Elles soutiennent les manifestations syndicales européennes de la mi-mai.

Les huit organisations syndicales appellent aussi à une grande journée de manifestations dans toute la France le 13 juin 2009.

Paris, le 4 mai 2009.

L'Institut d'histoire sociale CGT du Livre parisien
organise
une conférence-débat

avec Michel ANCE
Ouvrier des NMPP de Nancy
Diplômé supérieur d'études sociales de l'Université de Nancy II

« LES CONDITIONS DE REALISATION DE L'AUDIENCE DE LA PRESSE QUOTIDIENNE DE 1631 A AUJOURD'HUI »

Jeudi 4 juin à partir de 14 heures
Maison du Livre
Salle des commissions
(rez-de-chaussée)
94, boulevard Auguste Blanqui
Paris XIIIe

Notre camarade traitera de l'histoire de la Presse en mettant notamment en rapport son audience avec les grands événements sociaux et politiques de notre pays, les contradictions et les paradoxes, les conséquences de la marchandisation des quotidiens…

L'exposé sera suivi d'un débat.
Entrée libre

Bulletin officiel du Syndicat général du livre et de la communication écrite
94, bd A.-Blanqui 75013 PARIS.
N° de Commission paritaire : 0110 S 07117. – N° ISSN : 1269-5076.

Prépresse réalisé par Publications Elysées
13, rue Niepce, 75014 Paris - Tél. 01 40 47 41 01

Impression : Imprimerie Grenier.

Directeur de publication et de rédaction : Norguez Marc.
Rédacteur en chef : Thomas Flores Guillaume.
Comité de rédaction : A. M'Saoura, M. Pavard, Y. Volant, Th. Fronty
Photos : J.-P.

La bataille de l'été pour les enfants !

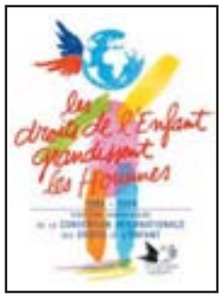
Nous remercions le SGLCE de nous ouvrir les colonnes du Livre parisien pour vous tenir informés des actions du Comité du Livre, du Papier et de la Communication, tant au niveau corporatif qu'au niveau international. En effet, notre comité s'applique à suivre ces deux directions pour rester au contact des camarades de nos professions qui sont dans les difficultés tout en demeurant ouvert sur le monde.

Une grande partie de nos forces est bien entendu consacrée à la bataille contre la pauvreté, ici, en France, où les difficultés semblent hélas avoir décuplé depuis quelques années.

Chaque année, à la fin du printemps, nous lançons notre campagne « Pour que l'été n'oublie personne ». En 2008, nous avons financé, grâce à vous tous et avec le soutien des comités d'entreprise de nos professions, les vacances des familles en grande précarité que nous aidons – enfants, mais aussi parents – car nous considérons que prendre des vacances ensemble est important pour la cohésion familiale.

Nous avons aussi consacré une partie de nos efforts financiers aux enfants de La Mayotte, institut thérapeutique éducatif et pédagogique, créé par la Mutuelle de la Presse, du Livre et de la Communication. Une dizaine des enfants accueillis par La Mayotte a pu partir en vacances pendant une quinzaine de jours et pratiquer de nombreuses activités (poney, randonnée, astronomie).

Dans le domaine international, nos forces étant limitées, nous avons choisi, depuis plusieurs années, de nous intéresser plus particulièrement à deux camps de réfugiés du Kosovo qui se trouvent en Serbie, à Pozega. En partenariat avec une association locale, nous avons offert un séjour en montagne à 38 enfants et avons financé l'accès handicapé et le plafond de la salle polyvalente.



Nous nous sommes aperçu que l'un des multiples problèmes que rencontrent les habitants de ces camps est l'éloignement par rapport au centre de la ville. Notre objectif, cette année, est donc de collecter des vélos et de les leur envoyer afin que les enfants se rendent plus facilement à l'école et que les adultes puissent se déplacer pour trouver des petits boulots dans la région. Parallèlement, notre partenaire local va créer un atelier de réparation et d'entretien pour les vélos.

Notre espoir pour 2009 est de pouvoir renouveler ces aides. Nous comptons sur la générosité – jamais démentie – des camarades du Livre pour nous épauler dans ces nouveaux challenges.

Sachez bien que sans vous, nous ne sommes que des bénévoles manchots !

Que ce soit pour les réfugiés kosovar ou pour la campagne d'été du CDLPC, adressez vos dons à :
Comité du Livre, du Papier et de la Communication,
94, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris
Téléphone : 01 43 31 51 59
Courriel : contact@spf-livre.org

Elections européennes

Déclaration de la Commission Exécutive Confédérale

Elire des élus soucieux des intérêts et des revendications des salariés.

Le 7 juin 2009 auront lieu les élections européennes. 72 députés siégeront pour la France au Parlement Européen. Cette élection concerne directement tous les salariés, tous les citoyens. Le Parlement Européen est la seule institution européenne élue au suffrage universel direct par les électeurs des 27 pays membres de l'Union. Il participe à l'élaboration et à l'adoption des directives et règlements européens qu'il peut agréer, modifier, voire rejeter. 70% de la production législative en France découle des textes européens. Face à la Commission Européenne et au Conseil de l'Union Européenne, le Parlement est une instance décisive. C'est lui qui, sous la pression des mobilisations syndicales d'Europe, a porté un coup à la directive Bolkestein sur les services, à la dérégulation du travail dans les ports et à la remise en cause de la directive sur le temps de travail. Parce que nous voulons une Europe social, nous appelons les salariés à ne pas rester indifférents au Parlement qui sortira des urnes le 7 juin prochain. Or les dernières élections européennes ont connu une abstention de 57% des inscrits, chiffre qui risque d'être dépassé en 2009 L'enjeu est donc d'élire le maximum d'élus soucieux des intérêts et des revendications des salariés. La crise qui frappe durement les travailleurs nécessite plus que jamais de :

- Renforcer la dimension sociale de l'Europe,
- Mettre fin au dumping social et fiscal,
- Mettre fin à la précarisation du travail,
- Garantir que pour un même travail dans le même pays, les travailleurs, quel que soit leur pays d'origine, aient le même salaire, la même protection sociale et les mêmes conditions de travail.
- Stopper la politique de privatisation des services publics et sortir la réponse aux droits fondamentaux du champ de la concurrence, développer une politique industrielle européenne, de recherche et de d'innovation,
- Garantir l'égalité de rémunérations des femmes et des hommes, combattre les discriminations persistantes,
- Conforter les systèmes de protection sociale solidaire,
- Mettre en œuvre de réelles protections et une égalité de traitement entre les travailleurs migrants et l'ensemble des autres salariés,
- Prendre des mesures fortes contre le racisme, le nationalisme et la xénophobie.

La crise économique profonde qui affecte l'Europe comme l'ensemble de la planète nécessite de revenir sur le rôle de la Banque Centrale Européenne – entériné par le traité de Lisbonne – et plus largement sur les finalités des outils de politique économique de l'Europe, lesquelles doivent soutenir prioritairement le développement industriel et l'Emploi. La CGT avec la CES demande que soit adopté un protocole de progrès social pour que les droits fondamentaux des travailleurs priment sur « les libertés économiques » et sur la libre concurrence. Les salariés ont besoin d'une Europe démocratique, sociale, solidaire s'affirmant comme moyen de régulation et de réorientation de la mondialisation, une Europe prenant en compte les objectifs de développement durable, d'emplois décents pour tous, de développement des services publics de qualité.

La CGT appelle les salariés à voter pour des représentants à même de défendre les objectifs de progrès social au Parlement Européen.

Montreuil, le 28 avril 2009